

Violence et histoire en Afrique

UN sujet tel que celui que nous abordons ici est particulièrement chargé affectivement ; il convient donc de rappeler quelques points de base sans lesquels les malentendus risqueraient de se développer : tout d'abord, la violence n'est le privilège d'aucune culture en particulier, même si certaines y ont eu recours plus volontiers que d'autres ; il n'est que de se rappeler le choc avec lequel certains amis du Cambodge ont, à l'époque de sa parution, accueilli le livre de F. Ponchaud, *Cambodge, année zéro* ; le mythe du « sourire khmer » en sortait sérieusement entamé. Ensuite, de notre point de vue, la violence a été, selon le mot de Karl Marx, la grande « accoucheuse de l'histoire », notamment en ce qui concerne les processus de formation des différents États-nations, depuis la Chine des Tsin, fille des Royaumes combattants, jusqu'aux USA, dont la vraie naissance se situe au lendemain d'Appomatox, en passant par la Guerre des Deux-Roses en Grande-Bretagne ou le rude exercice bismarckien de l'unité allemande. Enfin, est-il besoin de le dire, la reconnaissance de la place de la violence dans les processus historiques n'implique en aucun cas d'y adhérer ou de s'en réjouir. L'auteur de ces lignes ne croit pas à une quelconque mystique de la « violence rédemptrice », ni à une fonctionnalité *automatique* de la violence ; la conquête britannique de l'Irlande, par exemple, n'a servi strictement à rien pour personne ; les violences françaises dans le Palatinat lors de la Guerre de Trente ans ont au contraire créé une sorte de contre-modèle traumatique d'un éventuel procès de l'unité allemande, et ont durablement obéré les relations entre la France et les États allemands.

Si nous tentons d'évaluer la place de la violence dans l'Afrique contemporaine (1), il nous faut faire un certain retour en arrière. En effet, la violence considérable des formes politico-étatiques (nous ne traiterons pas ici des violences diffuses au sein du corps social,

tout en reconnaissant leur importance) doit être vue dans la perspective de l'histoire pour pouvoir être comprise ; il faut sans doute le répéter face à des remarques que l'on entend encore aujourd'hui : l'Afrique *a une histoire* et ce n'est pas seulement celle de ses formes étatiques, souvent fluctuantes et géographiquement limitées. Les ethnies aussi ont une histoire, si l'on me permet de paraphraser le titre d'un ouvrage auquel je tiens (2).

Or la conquête coloniale a brutalement interrompu des processus (généralement violents) qui, en de nombreux points du continent, étaient en train d'amener entre 1800 et 1880 la naissance d'États proto-nationaux, qu'il s'agisse des « jihad » de Samory Touré ou d'Uthman dan Fodio, de la croissance du Bouganda ou de l'État-caravanier de Mirambo. Le succès de la tentative de Ménélik en Abyssinie est une preuve « a contrario » de cet argument. Sur ces tentatives, la conquête coloniale vient déposer la chape stérilisante d'un paternalisme qui se veut apolitique ; les conquérants blancs ne feront de « politique » que le strict minimum qui leur évite les coûts élevés de la répression militaire. Ce mélange de sollicitude pour les « pauvres Noirs » et de défense des intérêts, réels ou supposés, de la mise en valeur économique des Empires aboutit à stériliser l'évolution endogène du continent. En un sens, une bonne partie de la violence à laquelle nous assistons aujourd'hui est une violence à retardement, une violence à la fois contenue (par la colonisation) et démultipliée (par l'introduction incohérente de modernités différentielles, qui laisseront souvent des technocrates compétents mais désarmés face à des militaires frustes, mais dotés d'armes automatiques).

Les indépendances africaines, contrairement à celles de l'Asie, surprennent tout le monde par leur rapidité. Produit de la fatigue des colonisateurs plus que des luttes des colonisés, elles ont quelque chose d'irréel. Pendant un certain temps, les uns et les autres vont tenter de maintenir une fiction, celle de l'État colonial « neutre » dont le seul « problème » serait le développement économique. Et ceci dans l'atmosphère artificielle d'un mythe unanimiste où « les Africains » assumeraient la gestion de structures aseptiques transmises telles quelles des mains de l'ancien colonisateur à celles des « nationalistes ». Toute une première génération de leaders indépendantistes, de N'Krumah à Modibo Keita, a assez honnêtement cru à cette fiction. Mais plus le temps passait (et il est passé *très* vite entre 1960 et 1970) et plus ces leaders ressemblaient à ces per-

(1) Sous une forme légèrement remaniée, ce texte est celui d'une intervention faite à la table ronde « Pouvoir, violence et accumulation », lors de la réunion pour les dix ans de *Politique africaine* au Centre d'étude

d'Afrique noire de Bordeaux (11-13 octobre 1990).

(2) J.-P. Chrétien et G. Prunier (sous la direction de), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989.

sonnages de dessins animés qui, arrivés au bord d'une falaise, continuent de marcher sans se rendre compte qu'il n'y a plus de terre sous leurs pieds. Certains d'entre eux, tels Julius Nyerere et Kenneth Kaunda, continueront ainsi de pédaler très longtemps dans le vide, le sens du respect africain pour les grands aînés interdisant à leurs administrés d'attirer leur attention sur le fait que le sol mythologique du « nationalisme » s'était depuis longtemps dérobé sous leurs pas.

Et puis le principe de réalité opérera un retour furieux sur le devant de la scène et l'on passera en peu de temps de l'afro-enthousiasme à l'afropessimisme. Il me semble que le second n'est peut-être pas beaucoup plus justifié que ne l'était le premier, et que l'un et l'autre traduisent surtout trois choses : un certain malaise face à notre responsabilité dans l'aventure coloniale (« *mon Dieu, après tout, ça n'était peut être pas une si bonne idée de vouloir faire le bonheur de ces gens là ainsi* ») ; un indéfectible culturocentrisme (« *mon Dieu, en plein XX^e siècle, "ils" ont encore des "tribus"* ») ; une extraordinaire myopie face aux processus historiques (« *mon Dieu, combien de temps encore est-ce que ça va "leur" prendre avant de s'en sortir* »).

Or, si nous considérons la scène d'un œil froid, qu'avons nous aujourd'hui en Afrique comme cadres administratifs de vie et comme réalités sociologiques ? Des États sans nations, auxquels on a confié l'absurde tâche de mettre au monde ce qui aurait dû leur servir d'origine ; des pseudo-nations constituées par ce que Sartre aurait appelé des « séries », c'est-à-dire des ensembles (ethniques dans ce cas) juxtaposés mais que n'unit aucun lien organique ; des peuples sans États ; des dictatures ou des régimes autoritaires, mi-tribaux, mi-de classe, qui craignent en permanence sécessions, coups d'État ou révoltes populaires ; des masses paysannes, éternelles vaches à lait d'élites urbaines qu'elles envient mais n'admirent plus ; des masses urbaines marginalisées qui croupissent dans ce que les économistes appellent poliment « l'économie informelle » ; des bourgeoisies bureaucratiques sans aucun esprit d'entreprise qui considèrent l'État comme une caverne d'Ali Baba où se servir et puiser les ressources servant au patronage politique qui les maintiendra au pouvoir ; et un embryon de bourgeoisie, où les revenus des professions libérales servent souvent à financer un certain investissement productif, avec une timidité produite par de dures expériences.

J.-F. Médard a résumé tout cela sous le vocable d'État néopatrimonial et nous partageons pleinement son analyse sur ce point. Le fait de savoir la distance qui sépare cet État africain contemporain de l'État carolingien qui a servi de modèle à Max Weber pour former ce concept, est tout à fait sans intérêt. Les concepts weberiens sont — est-il besoin de le préciser ? — des « types idéaux » dont la vocation est classificatoire et heuristique, et non pas descriptive.

Or, aujourd'hui, cet État néo-patrimonial est violemment contesté, et ceci de deux manières. D'une part, il est contesté par une contre-élite qui en a assez de la bourgeoisie bureaucratique au pouvoir depuis trente ans ; d'autre part, il est contesté, avec beaucoup plus de violence, par des groupes marginalisés pour des raisons à la fois sociales et ethniques, et qui en ont assez d'être tués ou condamnés à végéter.

La contestation des nouvelles élites a plusieurs bases ; d'abord la fin des tabous : le mythe nationaliste n'opère plus, ses héros sont fatigués ou ont disparu ; le « socialisme africain » a rejoint sa version léniniste dans les effluents de l'histoire et son sous-produit, le parti unique, est sérieusement battu en brèche. L'État africain actuel est en panne sèche de légitimité. Ensuite, le constat de naufrage économique. Celui-ci est tout à fait normal. Non seulement l'Afrique démarrerait sa vie politique indépendante avec des structures économiques dépendantes, mais l'État néo-patrimonial n'avait *aucune* prédisposition à l'investissement productif. Dans le champ des rationalités du néo-patrimonialisme, la rationalité économique était l'éternelle perdante face aux logiques de patronage, de consommation ostentatoire ou de constitution de réserves de sécurité à l'étranger.

Enfin, la logique de classe des nouvelles élites s'oppose à la logique de réseau des élites néo-patrimoniales de l'immédiate post-indépendance. On entre dans une classe (ou on en sort) alors que l'on naît dans une ethnie ou dans un lignage. La pseudo-souplesse des réseaux de l'État néo-patrimonial fait oublier leur inhérente rigidité, qui s'apparente à celle des sociétés d'ordres de l'Ancien Régime en Europe. Les procédures d'inclusion ou d'exclusion dans les élites, produits d'une pseudo-rationalité méritocratique piégée par l'ethnicité, n'ont plus ni légitimité, ni fonctionnalité socio-économique. Cette contestation des nouvelles élites est à l'heure actuelle relativement modérée et elle se déroule sous le signe d'un appel au multipartisme, dont on peut d'ailleurs craindre qu'on en attende un peu trop.

Mais si l'État néo-patrimonial est ainsi contesté « par en haut », il est aussi contesté « par en bas », par les masses totalement exclues des bénéfices de la modernité tout en devant en payer les frais. Cette contestation-là est beaucoup plus radicale et violente. Elle est dangereusement ouverte à toutes les aventures populistes, y compris quand elles sont d'origine militaire. La tentative de coup d'État à Nairobi le 1^{er} août 1982 est probablement l'un des plus purs exemples de ces divers mécanismes à l'œuvre : le régime du président Moi, autoritaire et corrompu mais non dictatorial, était en butte à la contestation des élites libérales. Des militaires ambitieux, partiellement liés à une grande ethnie exclue du partage néo-patrimonial du gâteau (les Luo), en profitèrent pour tenter un coup d'État

accompagné de propagande typiquement populiste (xénophobe, anti-« gros », économiquement démagogique, etc) et appelèrent à un soutien des masses exclues. Le résultat fut une véritable explosion de pillage révélant une énorme frustration. « L'ordre » fut promptement rétabli, avec un discret soutien britannique. Pour l'auteur de ces lignes qui se rappelle l'euphorie qui accompagna la prise de pouvoir du général Idi Amin Dada en Ouganda en janvier 1971, et les commentaires enthousiastes qui saluèrent l'expulsion des Indiens dix-huit mois plus tard, toute la scène avait un sinistre parfum de déjà vu.

L'Afrique est aujourd'hui un continent en gésine. L'État néopatrimonial s'était voulu en béate adéquation avec les frontières héritées — comme tout le reste — de la colonisation et sa remise en cause entraîne évidemment la remise en cause de sa forme même, y compris dans sa territorialité. Rêver de tels ajustements — sociaux, politiques, voire géographiques — dans la paix et la concorde relève de l'angélisme. La question qui se pose aujourd'hui à l'Afrique n'est pas celle de la violence ou de la non-violence, mais celle d'une économie de la violence. Il y a bien sûr des violences anomiques. La Guinée équatoriale, championne toutes catégories du massacre, n'a débouché sur rien de bien intéressant après le renversement et l'exécution de Macias Nguema. Mais il est tout à fait défendable de dire que l'Ouganda d'aujourd'hui, malgré ses difficultés, se trouve dans une position meilleure qu'elle ne l'a jamais été sous aucun des régimes qui se sont succédés depuis 1962 pour fournir à ses citoyens un cadre de vie effectivement national et une petite chance de développement économique. Et l'on peut également défendre l'idée que la vaste fournaise de la guerre civile soudanaise depuis 1983 est effectivement en train de donner naissance, à travers les massacres, les mouvements de population et les prises de conscience régionales, à une nation qui sera autre chose qu'une grande tâche sur la carte du continent.

Une telle position est souvent mal perçue parce qu'apparemment cynique ; mais qu'on y réfléchisse un peu : ce que l'on demande à l'Afrique — dépendante, pauvre, sous-scolarisée, politiquement mal gérée et psychologiquement tiraillée entre tradition et modernité —, c'est de faire plus, mieux et plus vite que le reste de la planète. Cela rappelle parfois les enthousiasmes des gauchistes philo-africains des années soixante qui, tel B. Davidson, demandaient à l'Afrique non seulement de « réussir » son indépendance, mais même parfois, comme le restant du Tiers monde, de se substituer à la classe ouvrière défaillante pour provoquer la révolution dans les métropoles « impérialistes ». Les Africains ne valent ni plus ni moins que le restant des hommes, et leur demander l'énorme révolution (dans le sens étymologique profond, aucun autre terme n'est applicable) dont leur continent a besoin en exigeant en plus

que tout cela se passe proprement et sans violence, c'est faire vraiment bon marché des processus historiques qui se sont déroulés ailleurs.

J'ai personnellement foi dans une issue heureuse des événements terribles qui se déroulent dans l'Afrique d'aujourd'hui. Il existe sur le continent toute une nouvelle génération de politiciens, les Museveni, les Garang et bien d'autres dont les noms sont moins connus du public, qui ne supportent plus la manière dont les choses sont gérées — si l'on peut dire. Le problème central, c'est la rentabilité de la violence ; le Nigeria, par exemple, déjà saigné par l'histoire entre 1966 et 1970, devra-t-il une fois encore connaître les malheurs de la guerre civile ? Mais après tout, nos parents ont-ils su faire l'Europe unie en 1919 ? Non. Il leur a fallu les horreurs de 1939-1945 pour parvenir à signer le Traité de Rome. L'ampleur de tels débordement au sein de nos propres cultures devrait nous inciter à un regard à la fois sans complaisance mais sans exigence irréaliste sur la société africaine contemporaine.

Gérard Prunier
CNRS/CRA